



Lettre n° 179 du 21 février 2021

Au sommaire :

- **Du Mali à Paris, contre le terrorisme, l'obscurantisme et l'hystérie contre l'Islam, l'issue dépend de l'intervention des populations elles-mêmes** - *Galia Trépère*
- **Le Sénat américain acquitte Trump, les classes exploitées mettent en accusation la société de violence sociale et raciale dont il est le produit** - *Yvan Lemaitre*

Du Mali à Paris, contre le terrorisme, l'obscurantisme et l'hystérie contre l'Islam, l'issue dépend de l'intervention des populations elles-mêmes

Mardi dernier, le jour même où les députés votaient à une écrasante majorité sa loi sur les « principes de la République », Macron annonçait à l'issue du sommet du G5 Sahel le maintien des 5100 soldats français de l'opération Barkhane en Afrique. Ainsi sont orchestrés, au nom de la lutte contre le terrorisme, les deux volets d'une même offensive, contre les travailleurs et les peuples. En faisant discuter et approuver ses lois liberticides et discriminatoires à l'égard des musulmans, en cherchant à faire taire toute opinion contestataire en la qualifiant d'islamo-gauchiste, le gouvernement cherche à semer dans l'opinion publique le poison raciste de la division et de la délation. Il crée un climat d'hystérie réactionnaire propice aux apprentis fascistes comme ce professeur de philosophie à Trappes qui a accusé sa ville d'être gangrenée par l'islamisme et a reçu le soutien de toute l'opinion réactionnaire dont celui de Blanquer.

Les classes dirigeantes retournent les conséquences de leur politique militariste et guerrière au service des multinationales, terreau du terrorisme, contre les travailleurs et la population.

Hollande et Macron fauteurs de guerre et de terrorisme

C'est François Hollande qui avait pris l'initiative en janvier 2013 d'envoyer des troupes françaises au Mali, la plus grande opération militaire depuis la guerre d'Algérie, pour stopper, prétendait-il, l'offensive d'une colonne jihadiste lancée depuis le nord désertique du pays vers Bamako, la capitale du Mali, située dans le sud beaucoup plus peuplé et moins pauvre. Le 2 février 2013, il se faisait filmer en chef de guerre devant les troupes françaises à Bamako et

Tombouctou au milieu d'une foule en liesse. La population malienne manifestait son soulagement de voir repoussées les bandes jihadistes qui semaient la terreur dans le Nord du pays. On apprendra bientôt que cette « offensive » avait été délibérément grossie par le gouvernement Hollande, les jihadistes ayant réellement fait mouvement vers le sud, mais seulement pour prendre la ville de Konna à plus de... 600 Kms de Bamako. Le gouvernement malien ayant fait appel à la France, une résolution de l'ONU couvrit l'opération. Tout la classe politique française, sans exception, approuva le principe de l'intervention et quand, au mois d'avril, le gouvernement fit voter au Parlement la prolongation de l'opération Serval, il n'y eut aucun vote contre, seul le Front de gauche se contentant de s'abstenir. Un an et demi plus tard, le 1^{er} août 2014, celle-ci devint l'opération « Barkhane » en s'étendant aux cinq pays qui forment le G5 Sahel, le Tchad où elle prit le relais de l'opération Epervier pour sauver le pouvoir du dictateur Idriss Déby en difficultés, la Mauritanie, le Burkina Faso, et le Niger en plus du Mali, une zone éminemment stratégique à cause des précieuses mines d'uranium du Niger qui approvisionnent Areva, des mines d'or exploitées au Mali par des sociétés canadienne et sud-africaine et sans doute aussi à cause de ses frontières communes avec les pays du Maghreb dont les classes dirigeantes craignent les révoltes populaires.

Aujourd'hui, l'euphorie d'une victoire facile et populaire en 2013 a laissé place à la réalité, l'enlèvement, les violences endurées par les populations, la misère, les exactions de seigneurs de guerre, jihadistes comme armées gouvernementales corrompues, se livrant aux mêmes genres de trafics, drogues, cigarettes, migrants, prises d'otages...

Loin d'avoir disparu, les groupes terroristes qui avaient fusionné avec des mouvements rebelles déjà existants comme les Touaregs, se sont renforcés à la faveur de la décomposition de l'État. Ils ont recruté des jeunes poussés à s'engager par leur haine pour les troupes françaises qui permettent le maintien des cliques au pouvoir détestées, une manière aussi, souvent, de s'assurer les moyens de survivre. En janvier 2020, le gouvernement a décidé après une réunion du G5 Sahel à Pau d'envoyer 600 soldats français supplémentaires sur place et d'intensifier les opérations militaires qui ont, d'après les dires de Macron, « montré leur efficacité ». Selon des sources militaires, 1200 à 1500 jihadistes auraient été tués depuis un an. Et combien de centaines, voire de milliers de civils, comme ces villageois de Bounti qui le 3 janvier dernier ont été bombardés par deux Mirage 2000. Bilan 19 morts et 8 blessés. Ou de terroristes ou présumés tels exécutés en nombre par les troupes gouvernementales...

« *L'année 2020 a été la plus meurtrière pour les civils au Sahel, avec près de 2 400 victimes au Burkina Faso, au Mali et au Niger, selon les données du site Armed Conflict Location & Event Data Project (Acled), témoigne dans une tribune publiée par le Monde le 14 février dernier, le militant des droits humains Drissa Traoré. Pas une semaine ne passe sans que nous soyons alertés sur de nouvelles attaques. Les violences ont entraîné le déplacement forcé de plus de 2 millions de personnes* ».

Tout est permis au nom de la lutte contre le terrorisme devenu la justification d'un emploi de la violence hors de toute règle et de toute autre justification. Hollande en a saisi l'occasion comme l'explique Marc-Antoine Pérouse de Montclos, directeur de recherche à l'IRD (Institut de Recherche pour le Développement) : « *Au cours de la seule année 2013, ils [Hollande et son ministre de la Défense, Le Drian] ont ainsi lancé les opérations Serval au Mali, puis Sangaris en Centrafrique. En 2014, l'armée française devait ensuite élargir son champ d'action au Tchad, au Niger, au Burkina Faso et à la Mauritanie. Officiellement, son mandat au Sahel était uniquement de lutter contre les groupes qualifiés de terroristes. En pratique cependant, elle a aussi conforté le pouvoir de présidents parfois corrompus et autoritaires, par exemple en allant dans le nord du Tchad en 2019 stopper la progression de rebelles qui n'avaient rien de jihadistes* ».

A l'issue du G5 Sahel, Macron a parlé de reconstruction et de développement, mais il ne fait que préparer les marchés qu'il compte offrir aux groupes capitalistes comme Bouygues, Bolloré et d'autres. Alors que l'opération Barkhane coûte au minimum 1 milliard d'euros par an, l'aide au développement ne dépasse pas les 100 millions d'euros.

Les guerres du capital mondialisé, terreau du terrorisme

En 2013, le gouvernement Hollande avait fait accepter l'intervention militaire au Mali en affirmant neutraliser ainsi des risques d'attentats en France. Le 1^{er} février dernier,

pour préparer l'annonce du maintien des troupes françaises au Sahel, le patron des services secrets Bernard Emié a fait état publiquement de semblables menaces : « *Depuis le Mali, les terroristes réfléchissent à des attaques dans la région et en Europe* », a-t-il affirmé présentant à l'appui de ses propos une vidéo montrant une réunion des principaux chefs des groupes terroristes du Sahel. Une mise en scène mensongère visant à manipuler l'opinion.

Le gouvernement est plus discret sur ses liens avec la monarchie wahhabite d'Arabie saoudite qui impose la charia à sa population et finance les courants islamistes les plus réactionnaires à travers le monde. Alors que les Etats-Unis et l'Italie viennent d'annoncer qu'ils suspendaient leurs ventes d'armes à la dictature saoudienne à cause de la guerre barbare qu'elle mène au Yémen contre les rebelles Houthis et leurs alliés, la ministre des armées Florence Parly, interrogée sur le sujet, répond n'avoir aucune information sur le fait que les armes vendues par la France, classée troisième fournisseur mondial de l'Arabie saoudite, provoqueraient la mort de civils. L'indignation de ces gens-là est à géométrie variable, leur cynisme sert les intérêts des groupes capitalistes qu'ils défendent.

Pendant des décennies après la deuxième guerre mondiale, les courants intégristes islamistes furent les alliés privilégiés des puissances impérialistes, États-Unis en premier lieu qui les financèrent et les soutinrent contre les régimes nationalistes se réclamant ou non d'idées socialistes et contre les révoltes populaires. L'Arabie Saoudite était et reste un des alliés les plus importants des États-Unis, avec l'état d'Israël, au Moyen-Orient. Avant de se retourner contre ses maîtres, Ben Laden et les combattants islamistes qui formèrent ensuite Al Qaida servirent les Etats-Unis en Afghanistan contre l'occupation « soviétique ». Ils rompirent avec les « Occidentaux » au moment de la Guerre du Golfe en 1990-91, lorsque les troupes de la coalition formée par les États-Unis contre l'Irak de Saddam Hussein s'installèrent sur les « lieux saints » en Arabie Saoudite. Auparavant en 1979, les intégristes chiites s'étaient imposés pour contrôler et soumettre la révolution qui renversa le shah, dictateur grand ami des USA. Tout en réprimant féroce les militants ouvriers, les femmes et toute contestation démocratique, les ayatollahs dévoyèrent la révolte contre l'impérialisme américain en anti-occidentalisme obscurantiste.

L'influence des islamistes jusque-là marginale auprès des populations se renforça à proportion du discrédit des régimes issus des révolutions anticoloniales et des idées dont ces derniers avaient pu se réclamer à la faveur de la caricature monstrueuse que le stalinisme avait fait du communisme et du socialisme. En Algérie, en 1991, le Front islamique de salut allait gagner les élections avant que l'armée n'annule celles-ci. La guerre civile qui s'ensuivit entre les groupes du GIA (Groupe islamique armé) et l'armée dura dix ans pendant lesquels la population fut prise en étau entre les deux camps et la terreur que chacun exerçait contre toute aspiration démocratique et progressiste.

Le 11 Septembre 2001 et la « *guerre contre le Mal* » déclenchée par Bush fils furent le véritable tournant dans la situation internationale. Pour maintenir leur domination sur le monde dont l'équilibre avait été rompu à cause de l'effondrement de l'URSS, les États-Unis engagèrent une offensive qui les amena à déployer leurs troupes dans une zone allant de l'Afghanistan aux pays du Maghreb, à solliciter leurs alliés et faire pression sur eux, désigner les cibles à abattre, d'abord Ben Laden et le régime des Talibans en Afghanistan puis à nouveau l'Irak en 2003 sous le prétexte fallacieux que Saddam Hussein détenait des « *armes de destruction massive* ».

La propagande américaine affichait comme objectif de guerre, « *la démocratisation du Moyen-Orient* ». Bilan, l'Irak fut détruit, son État démantelé, les divisions intérieures exacerbées. La guerre ne fit que fortifier la haine contre les armées d'occupation, les officiers et soldats démobilisés constituèrent les cadres militaires de ce qui devint plus tard Daech, les armements disséminés. Même bilan de destructions, de morts, de haine en Afghanistan et en 2011, en Libye, après une intervention conjointe des USA, de la Grande Bretagne et de la France pour renverser le dictateur Kadhafi.

Face aux réactionnaires de toutes les obédiences, l'union des peuples, la solidarité internationale

Maître d'œuvre de la campagne d'hystérie contre les musulmans, Darmanin voit dans l'islam le terreau du terrorisme, pour mieux occulter la responsabilité de l'État français, sous la houlette des USA, dans ce qui en est une des principales causes, les guerres des grandes puissances qui ravagent des pays entiers pour assurer la perpétuation de l'exploitation capitaliste à travers le monde. Elles apportent les aliments idéologiques aux forces religieuses inté-

gristes qui veulent dominer les populations et participer aux pillages des richesses, avoir leur part du festin.

Le terrorisme islamiste fait considérablement plus de morts dans les pays musulmans, au Pakistan, en Afghanistan, en Turquie, dans les pays du Moyen-Orient, moyen de soumettre les populations et les plier à la morale religieuse et obscurantiste, qu'en Europe ou aux États-Unis. Les monstrueux attentats commis par les terroristes islamistes sidèrent l'opinion parce qu'ils introduisent la violence de la guerre dans des pays dont les classes dirigeantes mènent des interventions militaires au loin. Macron et son gouvernement, comme l'avaient fait Sarkozy et Hollande, instrumentalisent l'horreur et l'émotion qu'ils provoquent pour tenter de façonner les opinions publiques à leur main en leur inculquant la peur et la soumission, pour susciter le zèle réactionnaire d'apprentis fascistes contre les musulmans, étouffer toute opinion contestataire en la qualifiant d'islamo-gauchiste. Une sinistre mise en scène qui contribue à exacerber les tensions et les haines au bénéfice des intégristes de tous bords.

Partout dans le monde, la déroute du capitalisme, son incapacité à faire face à la pandémie s'accompagne d'une offensive réactionnaire pour étouffer la révolte des populations. Nationalisme et racisme, obscurantisme religieux, complotisme, violences policières et militaires sont leurs armes naturelles.

La lutte pour vivre dignement, les aspirations démocratiques, la solidarité, la conscience que les seules richesses sont produites par le travail humain et la coopération suscitent, face au parasitisme des classes dirigeantes, leur propagande mensongère et leur arrogance, une révolte qui fait son chemin, et s'exprime partout à travers le monde contre les classes dominantes et leurs serviteurs quelle que soit la religion dont ils s'affublent pour tenter de justifier leurs crimes.

Galia Trépère

Le Sénat américain acquitte Trump, les classes exploitées mettent en accusation la société de violence sociale et raciale dont il est le produit

Au final, la mascarade du coup de force du 6 janvier se termine en faveur de Trump que le Sénat a absout de l'avoir bafoué et ridiculisé. Son procès pour « *incitation à l'insurrection* » a accouché d'un acquittement bien qu'une majorité de 57 voix contre 43 se soit prononcée pour une condamnation. 7 Républicains se sont retournés contre leur boss mais il en aurait fallu 17 pour obtenir la majorité des deux tiers nécessaire pour qu'il puisse être condamné. Les institutions sont faites pour éviter tout excès démocratique !

Biden qui avait pris soin de garder ses distances, soucieux de préserver le dialogue avec les Républicains, s'est félicité avec beaucoup de retenue, « *Même si le vote final n'a*

pas abouti à une condamnation, le fond de l'accusation n'est pas contesté ». Elle était difficilement contestable et n'a pas été réellement contestée. Les appels de Trump étaient sans ambiguïté depuis ses mises en garde répétées pendant des mois sur la volonté des Démocrates de lui voler sa victoire puis ses encouragements à ses troupes à « *se battre comme des diables* » et enfin son discours, alors que les deux chambres du Congrès se réunissaient afin de certifier l'élection de Biden, qui invitait ses supporters à manifester au Capitole : « *Vous ne reprendrez jamais notre pays en étant faibles. Vous devez montrer de la force et vous devez être forts !* ».

Les avocats de Trump n'ont même pas pris la peine de répondre aux arguments et preuves de l'accusation. Tout aussi pressés d'en finir que les Démocrates, ils se sont contentés d'utiliser un tiers du temps qui leur était imparti pour invoquer... la liberté d'expression et la « haine » des démocrates envers Trump les accusant d'avoir pour objectif... « de bannir 75 millions d'électeurs et de criminaliser les opinions politiques », de vouloir « éliminer un adversaire politique ».

Après être resté silencieux, Trump a salué la fin d'une « chasse aux sorcières » assurant être « impatient de continuer notre incroyable aventure pour la grandeur de l'Amérique ». « Notre mouvement magnifique, historique et patriotique, Make America Great Again, ne fait que commencer ! ».

Il semble bien que Trump ait réussi à prendre acte pour la suite.

L'héritage de la violence politique des classes dominantes américaines

Le chef de la majorité démocrate au Sénat, Chuck Schumer, a qualifié ce vote de « jour d'infamie dans l'histoire du Sénat ». Certes, mais l'infamie trouve ses racines dans un long passé que Trump n'a pas inventé et dont lui ainsi que sa politique sont le produit. Le 6 janvier n'est pas seulement l'« héritage final et terrible » de Trump mais s'inscrit dans la continuité d'un héritage historique, celui de la violence des classes dominantes, du capitalisme dont la prétendue démocratie ne s'est construite que sur le sang et les larmes, les meurtres et les assassinats, les félonies et les trahisons, la répression et les massacres perpétrés par une classe dirigeante et ses serviteurs qui prétendent donner leur démocratie en exemple à la face du monde. Et c'est une forme de franchise que de s'exclamer comme un des avocats de Trump « Arrêtez l'hypocrisie » !

Le 6 janvier n'a pas été une simple mascarade mais l'irruption pathétique d'un passé devant lequel les forces de l'ordre se sont effacées pour ouvrir les portes aux émeutiers pour lesquels le drapeau des confédérés datant de la guerre de Sécession était un signe de ralliement. Cette passivité complice n'est pas le fait d'un complot mais d'une communauté d'esprit, d'une complicité politique, complicité dont chacun comprend bien qu'elle n'aurait jamais été possible face à une manifestation d'Afro-américains même pacifique.

« *What happened today in Washington D.C. is not America* », avait pontifié Macron. Certes, ce qui s'est passé le 6 janvier ne résume pas l'Amérique, loin s'en faut, mais c'est la manifestation d'une force réactionnaire, raciste, suprémaciste qui se nourrit d'une longue histoire depuis la fondation du pays. La violence et les coups de force y ont été en permanence un moyen de gouverner. Trump ne fait pas plus tache dans la glorieuse histoire de la soi-disant plus grande démocratie au monde que ses émeutiers. Tous s'inscrivent dans la continuité d'une violence de classe qui trouve une légitimité cynique dans les préjugés suprémacistes et racistes. Trump s'en est revendiqué

le 6 janvier : « *Vous êtes le vrai peuple. Vous êtes ceux qui ont bâti notre grande nation* ».

C'est bien évidemment faux, celles et ceux qui ont construit les USA, ce sont les esclaves, les travailleurs. Le pouvoir des classes dominantes pour contrôler, diriger, s'approprier les richesses est fondé sur cette longue histoire de violence.

Les Démocrates et l'aile légitimiste du Parti républicain, comme ceux qui ont maintenu leur soutien à Trump, ont focalisé sur la responsabilité individuelle de ce dernier. C'était le sens même du procès, construire un mensonge officiel pour masquer les racines de l'émeute, racines sociales et politiques, raciales, dont Trump a su se servir pour tenter aveuglément de se maintenir au pouvoir mais qu'il n'a pas créées.

Ces dernières semaines ont vu s'exprimer un affrontement qui est au cœur de toute la vie sociale, des luttes de classes dans leurs manifestations quotidiennes, l'affrontement entre le monde du travail dans sa diversité, les forces démocratiques et progressistes, celles qui ont construit la nation américaine et portent son avenir socialiste et les forces réactionnaires, qu'elles se parent ou non de mythes progressistes et démocratiques.

Le parti Républicain et le bipartisme ébranlés

« *Ce naufrage est une mauvaise nouvelle pour les États-Unis, qui ne marchent droit que lorsqu'ils peuvent s'appuyer sur leurs deux jambes politiques : le Grand Old Party [le parti Républicain] est devenu l'homme malade de la démocratie américaine* » écrivait *Le Monde* dans un éditorial reprenant les inquiétudes des « amis » des USA devant la crise de la démocratie. D'une certaine façon, ils n'ont pas tort au sens où à travers la bataille électorale et l'émeute ou l'impeachment se profilent des tensions bien plus profondes et sérieuses que ne pourrait le laisser croire leur expression dans le cadre institutionnel. Ces tensions, ce que les médias appellent la fracture américaine, plongent leurs racines dans les conflits de classes et ont de quoi inquiéter les classes dominantes et leurs soutiens.

Elles engendrent une crise du système de domination politique bien huilé du bipartisme, du mode de domination de la bourgeoisie américaine qui a su lui garantir, jusqu'alors, la stabilité du pouvoir, contenir la violence de la classe dominante dans un cadre juridique, un décorum démocratique qui lui donne une légitimité.

Ce mode de domination a de plus en plus de mal à canaliser, contrôler l'exacerbation des rapports de classe, à légitimer cette violence d'une classe de plus en plus minoritaire, incapable d'incarner l'intérêt collectif, qui va à l'opposé des progrès sociaux. Trump est un facteur déstabilisant et pourrait, par la suite, contribuer à accentuer les tensions dont le 6 janvier a constitué l'expression la plus concentrée.

Son onde de choc n'a pas épuisé ses effets. L'heure des règlements de compte a sonné. Trump a ouvert les hostilités pour faire barrage à ceux qui se mettent sur sa route choisissant pour cible Mitch McConnell, chef de file des

Républicains au Sénat, « un politicien renfrogné, maussade, qui ne sourit jamais et si les sénateurs républicains restent avec lui, ils ne gagneront plus ». Mitch McConnell a voté pour l'acquittement tout en déclarant Trump « responsable » de l'assaut. Pour lui, les émeutiers ont agi ainsi « car l'homme le plus puissant de la planète les avait nourris de mensonges. [...] Seul le président Trump aurait pu arrêter la foule. [...] A la place, il a regardé la télévision, heureux... heureux pendant le chaos ».

En réponse à ces remises en cause, Trump veut assurer sa main sur le parti républicain en se présentant en meilleur atout pour que son parti regagne le contrôle du Congrès en 2022 aux élections de mi-mandat alors que l'échéance de l'élection présidentielle de 2024 aiguise déjà les ambitions rivales. Le week-end end prochain il s'exprimera sur « l'avenir du parti républicain et du mouvement conservateur » pour tenter de donner un contenu politique à sa lutte pour le pouvoir.

Il ne s'agit pas, du moins pour le moment, de mettre en cause l'unité du parti républicain ni encore moins le bipartisme fondement de la machine démocratique. Le Parti républicain est certes bousculé, divisé mais il garde de solides positions et les 74 millions de voix de Trump (environ 47 % de l'ensemble des suffrages exprimés) ne se sont pas évaporés. Il est cependant soumis à de fortes tensions tant intérieures qu'extérieures qui pourraient bien, à plus ou moins court terme, compromettre des équilibres fragilisés.

En ligne de mire, l'inévitable affrontement de classe

Le brutal coup de barre des années Trump continuera de donner le cap de Biden dont la politique trahira nécessairement les grandes déclarations sur l'unité de la nation, la démocratie, l'égalité et la lutte contre le racisme pour prendre le visage brutal d'une politique de classe égoïste, avide et nationaliste. Bien sûr, il n'est pas indifférent que Trump et ses discours haineux aient été virés mais les sourires, les phrases creuses, le talent de Kamala Harris pas plus que celui d'Obama ne suffiront à donner le change ni à canaliser les colères et la révolte. Biden nourrira de nouvelles frustrations dont Trump, la droite extrême et l'extrême droite feront leur fonds de commerce.

America is back prend le relais d'America first ! La nuance ne suffit pas à définir une autre orientation que celle donnée par Trump à la politique américaine, même si Biden en change la mise en scène pour relancer sa diplomatie ou tenter de préserver la paix sociale. Pour la bonne raison que celle-ci, au-delà de la brutalité cynique du personnage, s'inscrit dans des évolutions profondes tant du capitalisme que des rapports internationaux. L'attitude adoptée par Biden à l'égard de la Chine en témoigne. Dans une interview accordée à CBS, il se revendique d'une « *compétition extrême* » attaquant Xi Jinping, comme un homme

« très dur ». « Il n'a pas, et je ne dis pas cela comme une critique, c'est juste la réalité, il n'a pas une once de démocratie en lui ». Et Biden d'annoncer son projet de construire un « *sommet pour la démocratie* ». Il tente de renouer avec l'époque où les USA maintenaient l'ordre mondial au nom de la démocratie mais le masque a pour le moins vieilli. Il ne trompe personne. Les USA ne peuvent maintenir leur suprématie que par une politique arrogante à l'égard du monde capitaliste et de leurs rivaux, quelle que soit la façon dont Biden la mettra en musique.

Il en sera de même au niveau de la politique intérieure où Biden n'aura d'autre choix que de continuer à alimenter l'euphorie boursière et financière. Le nouveau plan de relance à 1900 milliards de dollars qu'il négocie avec les Républicains dans la continuité du plan précédent de 900 milliards, lui aussi négocié entre les deux partis du capital, en est l'illustration. La revalorisation attendue mais encore repoussée du salaire minimum à 15 dollars de l'heure qui fait partie de ce plan, un minimum revendiqué depuis des années, n'y changera rien.

Trump, s'il n'est pas emporté par les procès qui l'attendent, et les Républicains ont quelques raisons de penser peser de façon déterminante dans les mois qui viennent. Biden a besoin d'eux et Trump saura utiliser à son profit cette dépendance politique alors qu'il a su se mettre hors du jeu des tractations entre les deux partis pour affaiblir Biden, voire l'isoler politiquement.

Le monde du travail, les Afro-américains, les minorités, les femmes et les jeunes qui ont viré Trump ont besoin de dégager les enseignements de ces derniers mois, un avertissement et un éclairage vif sur les tâches de l'heure. Alors que la politique des classes dominantes face à la pandémie crée les conditions d'un nouvel épisode aigu de la déroute du capitalisme et que les forces réactionnaires sont revigorées et mobilisées par les frasques de Trump, elles ne pourront compter que sur leur organisation, leur propre mobilisation pour se protéger, défendre leur droit, c'est-à-dire se préparer pour en finir avec l'ordre du capitalisme, la tyrannie de la finance.

Les Démocrates prétendaient empêcher que le coup de force du 6 janvier ne puisse se renouveler en condamnant Trump. Illusions ou duperie, de nouvelles manifestations de la crise politique de la domination de la bourgeoisie sont à venir. Les forces de droite et d'extrême-droite, les suprémacistes sont tout disposés à y apporter leur propre réponse, avec ou sans Trump, contre les classes populaires.

L'affrontement entre le passé des classes dominantes, leur politique et l'avenir socialiste est inscrit dans les évolutions en cours. Aux USA comme ici, s'y préparer c'est regrouper les forces progressistes, démocratiques, révolutionnaires pour mener le combat pour liquider le capitalisme et construire un nouvel ordre social.

Yvan Lemaitre